

pre légalité ?

« Gagner aux élections » pour chasser l'UDR et pour changer la société. Voilà l'idée qui domine chez les partisans de l'Union de la Gauche.

Mais ces hommes sans scrupules, liés aux grands capitalistes, arrivés au pouvoir sur un coup d'Etat militaire, vont-ils se retirer sans broncher.

« Sans doute », nous dit-on. On se demande si cet optimisme n'est pas proche de la naïveté irresponsable...

En réalité, un gouvernement qui nationalisera 1% des entreprises privées, gardera la police, la justice, l'armée bourgeoise, le Parlement... un tel régime choisit lui-même de se lier les mains.

C'est pourquoi, la bourgeoisie a deux solutions en cas de victoire de « la gauche » :

– le coup de force, comme en Grèce, autre pays de « tradition démocratique » ; ce qui n'est pas exclu.

– le pourrissement de l'intérieur comme en 36 ou au Chili aujourd'hui.

Le programme commun ne prépare pas ses partisans à lutter contre aucune des deux.

Une maladie honteuse des partis réformistes :
le parlementarisme

Dans l'action quotidienne, l'œil rivé au calendrier des séances parlementaires, les dirigeants syndicaux réformistes, en viennent à concevoir les mobilisations syndicales non pas en fonction des volontés des syndiqués, mais de la date des réunions de l'Assemblée Nationale ! Leur but dérisoire : « faire pression » sur un Parlement à majorité UDR.

Ceux qui travaillent dans la Fonction Publique connaissent trop bien ce genre de « grève-pression » limitée à l'avance dans le temps et totalement inefficace.

Obnubilés par leurs scores électoraux, les dirigeants du PCF et du PS, en viennent froidement à freiner et modérer les luttes ouvrières pour respecter la trêve électorale, et ne pas effrayer les électeurs :

Nous ne ferons rien qui soit de nature à perturber les élections (Georges Seguy, 28.11.72)



Aujourd'hui

Dans l'action quotidienne, nous faisons toujours passer les luttes de masse avant d'éventuelles échéances électorales.

– C'est pourquoi participer ou non aux élections est pour nous un choix purement tactique :



6

7

La Ligue a appelé au boycott des élections de juin 68, masquée aux résultats prévisibles après le sabotage de la grève générale. Alors qu'elle présente des candidats aux législatives de mars 73, elle a participé activement, le 20 janvier, à une manifestation interdite contre l'ambassade des États Unis sur l'Indochine.

Demain

Une autre société est possible : ceux que les patrons exploitent aujourd'hui impunément, ceux que les députés prétendent « représenter » au Parlement... ceux-là arracheront un jour les usines aux capitalistes, organiseront la production collectivement, et prendront eux-mêmes leurs affaires en main.

Mais ceux qui parlent d'un « passage pacifique » et progressif au socialisme sont des aveugles ou des menteurs.

La bourgeoisie sait où sont ses intérêts et elle est prête à les défendre avec acharnement.

On ne pourra réellement transformer ce qui existe qu'en brisant l'État bourgeois, en démantelant ses forces de répression : sa police, sa justice, son armée...

Le monde doit changer de base et cette nouvelle base c'est l'organisation des travailleurs en comités. C'est la seule façon de construire sur du solide, de permettre à la fois la répression la plus dure contre les anciennes classes exploiteuses et la démocratie la plus large entre les travailleurs.

* une démocratie réelle

C'est à dire reposant non sur des individus isolés les uns des autres, mais sur les travailleurs organisés dans l'usine où ils travaillent, dans le quartier où ils habitent. Ces conseils sont fédérés sur le plan local, régional, national.

Il n'y a pas la division hypocrite entre ceux qui font les lois (législatif) et ceux qui gouvernent (exécutif). La direction du pays par les travailleurs est unifiée.

Il n'y a pas d'un côté « les citoyens », exploités et de l'autre l'État comme un corps qui leur est étranger. C'est l'ensemble de ces comités de travailleurs fédérés qui constitue l'État et rien d'autre.

* une démocratie directe

On n'élit pas des inconnus : chaque comité délègue l'un des siens à l'instance supérieure régionale ou nationale. :
– ce n'est pas un inconnu pour ses camarades qui vivent et travaillent à côté de lui.

– ce n'est pas un incontrôlé : il est élu sur un mandat précis ; il est responsable. Il doit rendre des comptes et ceux qui l'ont élu ont les moyens de lui en demander.

– à certaines tâches, des travailleurs s'occuperont à plein temps et donc seront des « permanents » payés par la collectivité. Cela comporte des dangers évidents : pour éviter qu'ils ne s'installent dans leurs fonctions et en tirent privilèges

ge, la rotation des mandats sera obligatoire ; leur salaire ne dépassera pas celui d'un ouvrier qualifié.

Attention ! danger : bureaucratie

A ceux qui proposent de changer le monde, les travailleurs sont en droit de demander des précisions : en Russie les travailleurs se sont vus dépossédés du pouvoir qu'ils venaient d'arracher à la bourgeoisie par une caste privilégiée de bureaucrates parasites.

Il est normal d'être méfiant et d'exiger des garanties. –

Nous savons qu'il en existe d'efficaces :

– l'existence de conseils ouvriers vivants, base du pouvoir d'État

– la révocabilité des élus et la rotation des permanents

– le droit reconnu à l'existence de plusieurs partis se réclamant du socialisme.

– l'existence de syndicats ouvriers et l'exercice effectif du droit de grève

– l'extension internationale de la Révolution.

Mais nous disons finalement que la garantie la plus profonde c'est le degré de conscience et de mobilisation des travailleurs eux-mêmes. Le communisme, qui est notre but final, c'est une société où l'abondance de biens matériels et le développement du progrès technique permettront d'échapper aux servitudes d'aujourd'hui. Mais c'est aussi une société où auront disparu les classes sociales opposées et où les hommes seront enfin capables de donner un sens au mot de liberté.

Le communisme, c'est vraiment cet « objectif de l'humanité que l'on atteint consciemment » (Che Guevara).

Série
« Qu'est-ce que... – Documents Ligue Communiste »

- a - La violence.
- b - Les augmentations uniformes.
- c - La santé.
- d - L'école.

à paraître :
Le parlement.
L'Europe rouge.
Les transports.
Le logement.
L'oppression des femmes.
Les paysans.
La pollution.
La police.
L'armée.
La justice.
Les TOM-DOM et les colonies.
Les fascistes et l'UDR.
L'inflation.
Le chômage.
Le gaspillage.
Les immigrés.
L'internationalisme prolétarien.
L'impérialisme.
L'ORTF.
Les nationalisations.
L'autodéfense ouvrière.

LE
VOTE
ELECTRONIQUE

– UN COUP POUR L'UDR.
– DEUX COUPS POUR L'UNION DE LA GAUCHE.
– POUR LA LIGUE LAISSEZ VOTRE NOM, ON VOUS ÉCRIRA.



SOUTENEZ ROUGE ABONNEZ-VOUS !

Je désire m'abonner à Rouge.

Nom :
Adresse :

Abonnement choisi :

Tarif des abonnements :		
Pour	la France	l'Étranger
sous pli ouvert fermé		ouvert fermé
un an	90 150	110 180
six mois	45 75	55 90

Par avion, écrire à Rouge.

Seules les demandes accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération.
Pour tout changement d'adresse, joindre 1 f 50 et la dernière bande.
Rouge – 10 impasse Guéméné
75004 – Paris (4ème)

8